

Développement économique et social

L'enquête sur ce que nous faisons, ce que nous pouvons ou devrions faire nous-même et pour les générations futures, devrait, à n'en pas douter, être notre première préoccupation, si ce n'est pour nulle autre raison que sans un plan d'ensemble, nos activités désordonnées ne peuvent que nous conduire à un désordre colossal—ce qui commence précisément à se produire.

Je demande au parlement de créer un mécanisme qui permette d'analyser un grand nombre des problèmes économiques, sociaux, scientifiques, constitutionnels et culturels interdépendants auxquels le Canada devra faire face dans les années 1980. Tournons nos regards vers l'avenir et établissons les priorités sur lesquelles reposera la planification du gouvernement afin que les Canadiens sachent où nous les menons, qu'ils aient la possibilité de dire dans quelle société ils veulent vivre et que les décisions ne soient plus prises exclusivement par la bureaucratie gouvernementale.

Le comité que je vous propose de créer serait bien plus qu'une tribune pour parlementaires oisifs. Il s'impose pour remédier au désordre économique et social de notre époque. Au risque de trop simplifier, je dirai que notre façon d'envisager l'avenir repose sur des notions périmées. Grâce à la technique, nous pouvons planifier l'avenir; pourtant, les hommes politiques se contentent de pallier les problèmes lorsqu'ils surgissent. Des dizaines de penseurs, d'Alvin Toffler au Conseil économique du Canada, ne cessent de nous le dire. Nous nous inquiétons devant l'inflation, le chômage, les inégalités régionales, le mécontentement et maintenant le problème primordial de l'unité du pays. Le Canada ne peut pas non plus se laver les mains devant les grandes questions internationales du désarmement et du développement du Tiers Monde. Tous ces problèmes demandent des solutions concertées et à long terme. Pourquoi, alors, ne pas demander aux Canadiens de dire au gouvernement quel genre de Canada ils désirent?

En ces temps de crise où la menace de séparation du Québec nous a apparemment assommés, nous devons agir de façon positive afin de mettre en lumière non seulement les raisons pour lesquelles nous devons rester ensemble, mais aussi la façon dont nous pouvons édifier une société plus juste et plus équitable qui corresponde aux aspirations socio-économiques de toutes les régions du Canada.

Le gouvernement et le Parlement se trompent lourdement dans leur évaluation de la société lorsqu'ils ne font intervenir que des données facilement quantifiables, comme le niveau des revenus, la production et la balance commerciale. Ceux qui sont chargés d'élaborer les politiques devraient tenir compte de la réaction psychologique et aussi, dans l'acception la plus large du terme, spirituelle de la société aux rapides changements sociaux survenus au cours des trois dernières décennies. Évidemment, notre société moderne a peine à se mettre d'accord sur des objectifs nationaux. Mais elle doit néanmoins s'efforcer d'y arriver, car mes déplacements d'un bout à l'autre du pays—j'ai pris la parole depuis janvier dans 24 villes du Canada—m'ont démontré que les hommes et les femmes sont de plus en plus nombreux à souhaiter un ordre social plus humain.

Une société épanouie requiert davantage qu'un volume croissant de statistiques. Elle requiert un regain de ce que le journaliste-philosophe Walter Lippman appelait la philosophie civique. Dans un système fondé sur cette philosophie civique, les lois les plus nobles sont celles sur lesquelles tous les hommes raisonnables et de bonne volonté, une fois bien informés, tendront à s'entendre. Tous les hommes, tant les gouver-

nants que les gouvernés, sont toujours assujettis à ces lois que l'on peut élaborer et améliorer par une étude rationnelle. Nous nous demandons donc en l'occurrence si nous allons appliquer une philosophie civique dans les années 80 ou si nous allons continuer à tolérer une société disloquée où le mépris de la dignité humaine a atteint des proportions scandaleuses.

Les citoyens paient de plus en plus d'impôts pour faire vivre un appareil gouvernemental sans cesse croissant à tous les niveaux, tandis que s'aggravent les problèmes de logement, de distribution des richesses, de sécurité et de transport. La méfiance à l'égard de la puissante et anonyme bureaucratie fédérale va croissant. Bien des gens ont la vague impression que quelque chose ne tourne pas rond et blâment les hommes politiques de ne pas y remédier. Les critiques dont on nous fait part dépassent cependant les protestations précises et révèlent le sentiment de crainte et de frustration que suscitent les contradictions de la vie moderne. Il est normal que l'on adresse des plaintes aux hommes politiques. Ce qui est anormal, c'est que la désaffection dépasse le politique et trouve sa source dans les couches profondes de la société même. Il ne s'agit absolument pas là d'un phénomène canadien. C'est une manifestation de la baisse générale de confiance dans les gouvernements démocratiques de partout. Le manque de confiance dans la démocratie se répand.

En analysant cette crise, la commission tripartite composée de savants de l'Europe de l'Ouest, du Japon et de l'Amérique du Nord a déclaré que le dilemme central de la démocratie est que les citoyens demandent davantage au gouvernement démocratique alors que la capacité qu'a ce dernier de s'exécuter stagne. Depuis longtemps, nous élisons des hommes politiques qui sont censés pouvoir satisfaire les demandes des consommateurs au point que le système politique est incapable de relever les défis sans précédents que pose la réalité d'une communauté interdépendante et globale. Notre système politique a été conçu pour une autre époque. Je crains qu'il ne puisse s'améliorer tant que les députés considéreront que leur rôle consiste à obtenir pour leurs électeurs le plus grand nombre possible d'avantages à court terme.

Il n'y a pas de doute que le système parlementaire en soi doit s'améliorer pour être plus efficace dans les domaines suivants: reportages télédiffusés, discours plus brefs, étude des prévisions budgétaires des ministères à la Chambre plutôt qu'en comité, personnel d'appoint plus nombreux pour les députés. Il ne suffira toutefois pas d'essayer d'améliorer les multiples systèmes et mécanismes internes. La modernisation de nos structures ne suffira pas à amener les Canadiens à considérer à nouveau leurs députés comme de bons dirigeants.

Les députés ne peuvent pas rétablir la stabilité et le calme ainsi en un clin d'œil. Ils n'arrivent même pas à se mettre d'accord sur la question de savoir quelle orientation morale nous sommes capables de donner. Les hommes politiques ne peuvent pas à eux seuls faire face aux multiples bouleversements qui caractérisent notre époque. Il faut que tous les Canadiens, peu importe leur position sociale, fassent un effort d'adaptation. Alors peut-être la politique sera-t-elle davantage le fruit d'une confrontation des idées et les citoyens se sentiront-ils de plus en plus concernés.